

# OBSERVATOIRE PARTENARIAL de l'ÉCONOMIE de Lille Métropole

## TABLEAU DE BORD N°3

SECOND TRIMESTRE 2012

### LES OBJECTIFS DE L'OPE :

Depuis 2006, l'OPE travaille à la définition des enjeux du territoire et à la mise en place d'un outil partagé de connaissance de l'économie métropolitaine.

### L'OPE EST UN LIEU :

- d'échanges ;
- de réflexion sur les éléments qui contribuent ou freinent l'enrichissement économique du territoire et de traduction de ces éléments en indicateurs ;
- de mutualisation des moyens et des compétences de chacun au service d'une observation partagée.

### LES CHAMPS D'INVESTIGATION DE L'OPE :

- la vitalité du tissu économique: création, maturité, reprise, disparition d'entreprises
- les ressources humaines : publics éloignés du marché de l'emploi, publics en emploi
- l'attractivité du territoire pour les hommes, les entreprises

### LES PARTENAIRES :

L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole, la Chambre de commerce et d'industrie Région Nord de France, la Chambre de commerce et d'industrie Grand Lille, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nord-Pas de Calais, le Comité de Bassin d'Emploi Lille Métropole, le Conseil de Développement de Lille Métropole, le Conseil général du Nord, le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, Je crée en Nord-Pas de Calais, Lille Métropole (Service Intelligence et Stratégie Economiques et Services Ressources et Dotations fiscales), Mission Bassin Minier, les Maison de l'Emploi, Nord France Innovation Développement, Pôle emploi, l'Union pour le Recouvrement des cotisations de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales, Université de Lille 1.

L'Observatoire partenarial de l'économie (OPE) de Lille Métropole propose trois types de publications : les tableaux de bord, les synthèses, et les études.

*Les publications de l'OPE*

Le tableau de bord de l'OPE permet aux acteurs de disposer, en peu de pages et dans un seul document des dernières données disponibles en matière de vitalité du tissu économique, d'emploi et d'attractivité du territoire. Ceci, à l'échelle de l'arrondissement de Lille en comparaison avec la région Nord-Pas de Calais et la France.

L'implication des partenaires de l'OPE permet, chaque trimestre, la réalisation de ce tableau de bord.

## L'essentiel

### ENTREPRISES

- Léger regain du nombre d'établissements en 2010, à contre courant de la baisse observée en France et en région
- Créations d'entreprises plus en baisse qu'au niveau national
- Défaillances d'entreprises nettement en baisse
- >>> Prévision à 3 mois : activité et niveau d'investissement en repli

### EMPLOI

- Nouvelle baisse de l'emploi
- Nouvelle progression du salaire moyen
- Reprise de la hausse de la demande d'emploi après la baisse constatée le mois précédent
- >>> Prévision à 3 mois : des effectifs stables, des perspectives de créations d'emplois moroses

### ATTRACTIVITÉ

- Croissance démographique de plus en plus faible, un solde migratoire négatif qui s'aggrave
- Commercialisation de bureaux : un trimestre morose, en particulier pour le neuf



Un simple clic sur le texte en italique vous permettra d'accéder directement à la partie concernée.

## ▲ Léger regain du nombre d'établissements en 2010, à contre courant de la baisse observée en France et en région

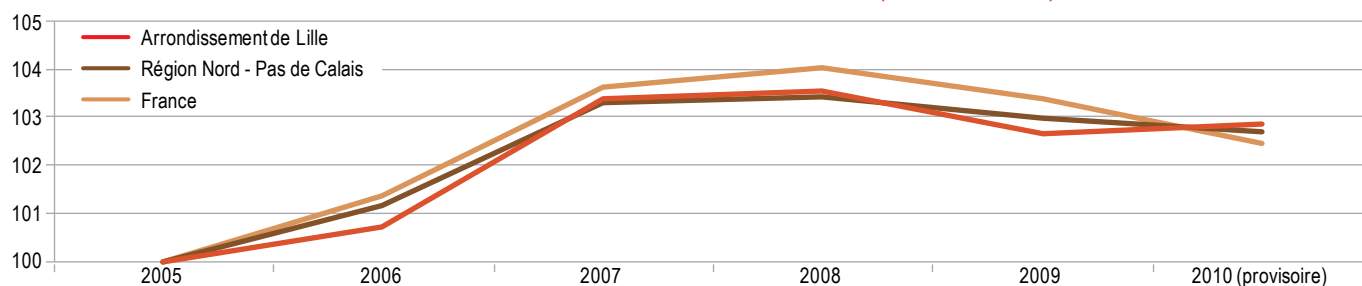
Source : Pôle emploi, Unistatis (données 2010 provisoires) ; traitement OPELM

Au 31 décembre 2010, l'arrondissement de Lille compte 27 640 établissements privés employeurs, soit 35,5% des établissements régionaux et 1,7% des établissements nationaux. Entre 2009 et 2010, le nombre total d'établissements est en progression de 0,2% dans l'arrondissement de Lille ; il est en diminution de 0,3% en région et de 0,9% en France.

Nombre d'établissements privés employeurs  
au 31 décembre 2010  
Évolution entre 2009 et 2010

**ARRONDISSEMENT DE LILLE**: 27 640 ; +0,2%  
**RÉGION**: 77 903 ; -0,3%  
**FRANCE**: 1 586 185 ; -0,9%

### ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DU SECTEUR PRIVÉ (INDICE 100 = 2005)



## ▲ Créations d'entreprises plus en baisse qu'au niveau national

Source : APCE - Je crée en Nord-Pas de Calais

De mars à mai 2012, 2 322 entreprises se sont créées dans l'arrondissement de Lille. Comparativement aux trois mois correspondant de 2011, le nombre de créations diminue de 8,1%.

Cette baisse à l'échelle de l'arrondissement de Lille apparaît globalement conforme au phénomène observé en région (baisse des créations de 6,6%) mais nettement supérieure à la tendance nationale (-3,4%).

*Pour en savoir plus*

Nombre de créations d'établissements  
de mars à mai 2012  
Évolution par rapport à la même période en 2011

**ARRONDISSEMENT DE LILLE**: 2 322 ; -8,1%  
**RÉGION**: 6 162 ; -6,6%  
**FRANCE**: 143 710 ; -3,4%

## ▲ Défaillances d'entreprises nettement en baisse

Source : Altares - CCI de Région Nord de France

330 défaillances d'entreprises ont été recensées au cours du premier trimestre 2012. Ce chiffre est inférieur de près de 9,6% aux défaillances observées sur la même période, il y a un an.

La diminution des défaillances observée apparaît plus importante qu'au niveau régional (-2%) et va même à l'encontre de la tendance observée au niveau national (augmentation des défaillances de 0,3%).

Nombre de défaillances d'entreprises  
au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012  
Évolution par rapport 1<sup>er</sup> trimestre 2011

**ARRONDISSEMENT DE LILLE**: 330 ; -9,6%  
**RÉGION**: 927 ; -2%  
**FRANCE**: 16 206 ; +0,3%

## Prévision à 3 mois : activité et niveau d'investissement en repli

Source : Enquête FLASH CCI Nord de France

L'évolution des soldes d'opinion témoigne de la morosité : la part des chefs d'entreprises qui anticipent une dégradation de la situation augmente.

44% des chefs d'entreprises de l'arrondissement de Lille interrogés estiment que leur activité restera stable, 31% qu'elle se détériorera. A l'échelle régionale, les chefs d'entreprises prévoient pour 48% d'entre eux une stabilisation de leur activité, pour 27% une baisse.

36% des chefs d'entreprises de l'arrondissement de Lille interrogés pensent qu'ils investiront autant qu'au cours des 3 derniers mois, 24% prévoient une baisse de leurs investissements. A l'échelle régionale, le constat est le même : 33% des chefs d'entreprises estiment que leurs investissements resteront stables, 27% qu'ils diminueront. *Pour en savoir plus*

## ► Nouvelle baisse de l'emploi

Source : URSSAF - Acof (données CVS), traitement OPELM

Au premier trimestre 2012, l'arrondissement de Lille compte 397 086 salariés privés, soit 38,7% de l'emploi régional et 2,2% de l'emploi national.

Comparativement au trimestre précédent, l'emploi diminue de 0,3% dans l'arrondissement de Lille (-1 057 salariés). Il diminue de 0,3% au niveau régional, il stagne au niveau national.

➡ L'emploi progresse dans la construction (+115 salariés, +0,4%), il diminue dans l'industrie (-51, -0,1%) et dans le tertiaire (-1225, -0,4%).

*Pour en savoir plus*

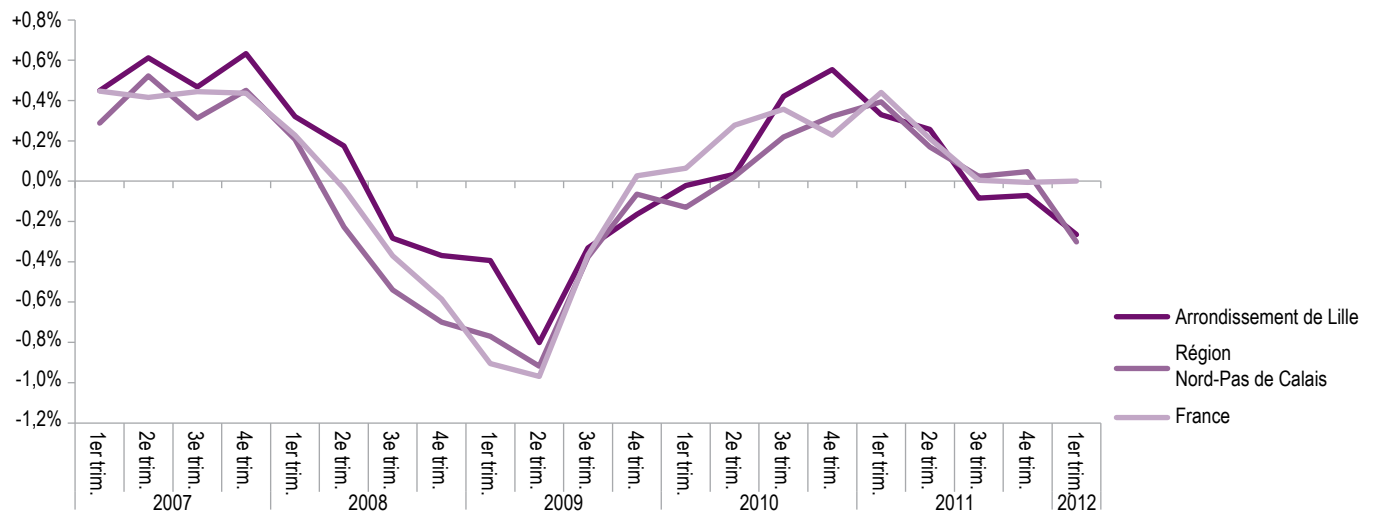
Nombre de salariés privés au 1<sup>er</sup> trimestre 2012  
Évolution par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011

**ARRONDISSEMENT DE LILLE** : 397 086, -0,3%

**RÉGION** : 1 025 067, -0,3%

**FRANCE** : 17 934 258, 0,0%

### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ



## ► Nouvelle progression du salaire moyen

Source : URSSAF - Acof (données CVS), traitement OPELM

Au premier trimestre 2012, le salaire moyen par tête s'élève à 2 340€ par mois, chiffre supérieur au salaire moyen régional (2 154€) mais inférieur au salaire moyen national (2 374€).

Comparativement au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, il progresse (+0,9%), comme en région (+0,8%) et en France (+0,7%).

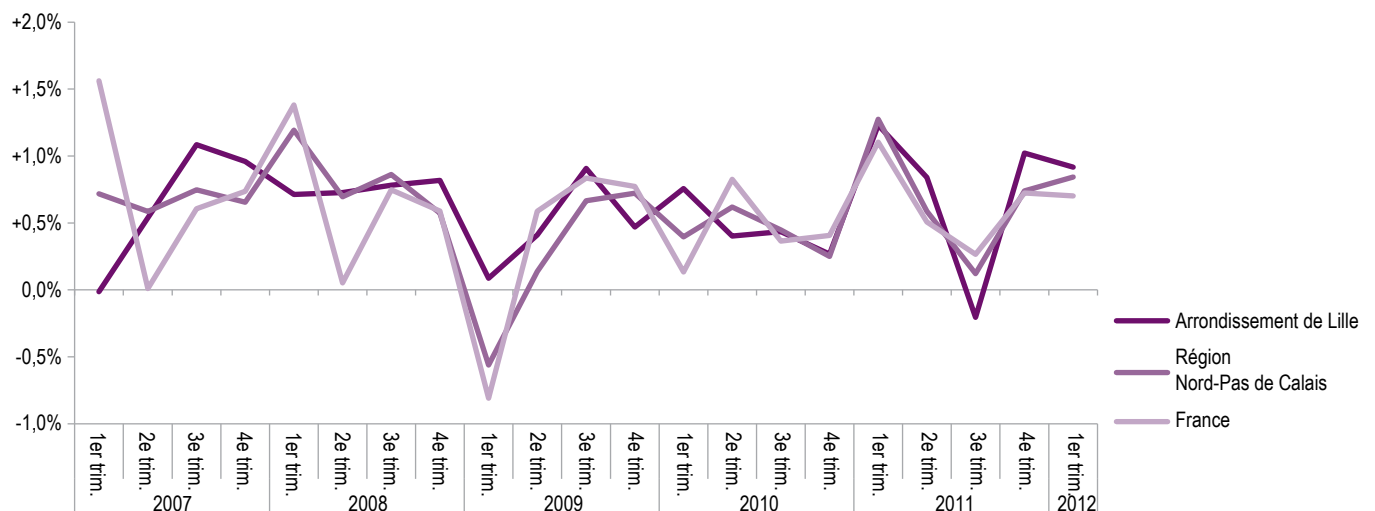
Salaires moyens au 1<sup>er</sup> trimestre 2012  
Évolution par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011

**ARRONDISSEMENT DE LILLE** : 2 340€, +0,9%

**RÉGION** : 2 154€, +0,8%

**FRANCE** : 2 374€, +0,7%

### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU SALAIRE MOYEN



## Reprise de la hausse de la demande d'emploi après la baisse constatée le mois précédent

Source : Direccte - Pôle emploi (données cvs-cjo), traitement OPELM

Au 31 mai 2012, l'arrondissement de Lille compte 102 429 demandeurs d'emploi, soit 30,2% des demandeurs d'emploi de la région, et 2,4% des demandeurs d'emploi de France. Entre fin avril et fin mai 2012, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,1% dans l'arrondissement de Lille, une hausse supérieure à celles constatées en région (+0,7%) et en France (+0,7%).

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente chez les moins de 25 ans (+1,0%), les 50 ans et plus (+1,3%) et ceux inscrits depuis 1 an et plus (+1,0%). *Pour en savoir plus*

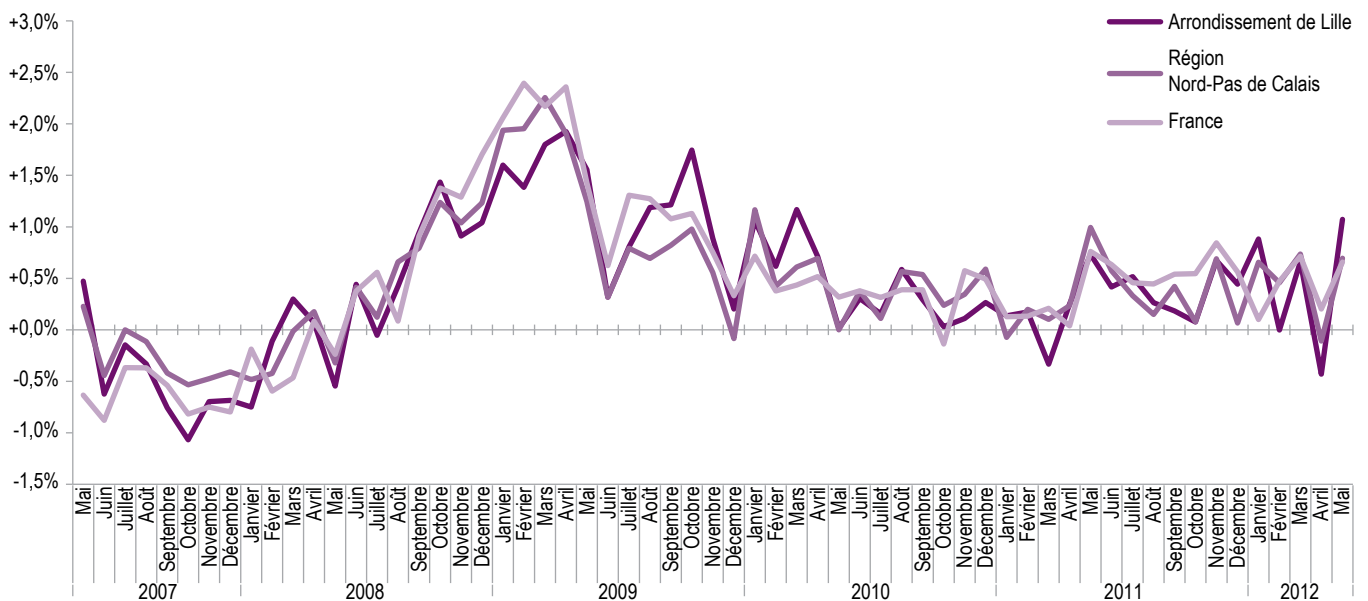
Nombre de demandeurs d'emploi au 31 mai 2012  
Évolution par rapport au 30 avril 2012

**ARRONDISSEMENT DE LILLE: 102 429 ; +1,1%**

**RÉGION: 339 451 ; +0,7%**

**FRANCE: 4 347 100 ; +0,7%**

### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES A+B+C)



### Prévision à 3 mois : des effectifs stables, des perspectives de créations d'emplois moroses

Source : Enquête FLASH CCI Nord de France

67% des chefs d'entreprises de l'arrondissement de Lille interrogés ne prévoient pas de variation de leurs effectifs à 3 mois ; 65% à l'échelle de la région.

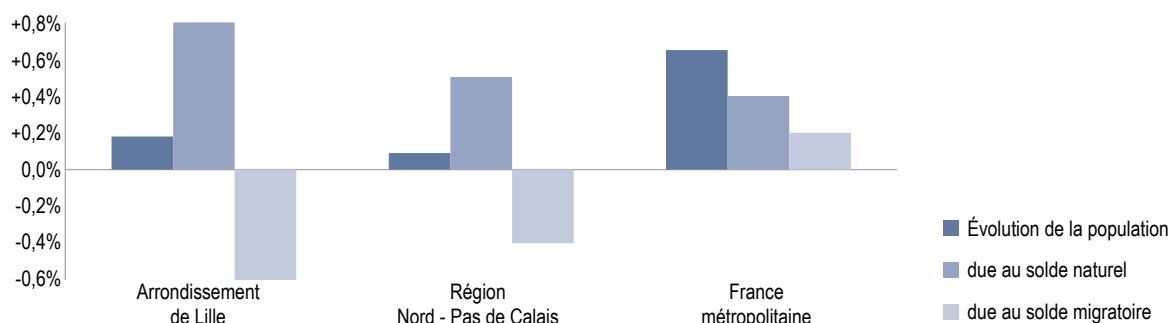
## ► Croissance démographique de plus en plus faible, Un solde migratoire négatif qui s'aggrave

Source : Insee, Recensement de la population 2009, traitement OPELM

Avec plus de 1,2 millions d'habitants et un taux de croissance de la population de 0,18% par an (deux fois plus que la région), l'arrondissement de Lille reste le territoire le plus dynamique du Nord - Pas de Calais. Depuis les années 1980, cette croissance connaît une érosion lente mais régulière. Au niveau national, ce faible dynamisme constitue une exception dans le paysage des grandes agglomérations françaises.

➔ L'évolution démographique constatée est due à un déficit migratoire important (-6 600 habitants par an entre 1999 et 2008) que compense de plus en plus difficilement un excédent naturel pourtant très élevé (+8 800 habitants par an). Le déficit migratoire s'est accentué entre 1999 et 2009 (1 200 habitants supplémentaires perdus par an par rapport à la période 1990-1999) et si le solde naturel a augmenté, ce n'est pas dans les mêmes proportions (+200 habitants par an).

### DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE 1999-2009



Taux de croissance annuel moyen entre 1999 et 2009

ARRONDISSEMENT DE LILLE : +0,18%

RÉGION : +0,09%

FRANCE METROPOLITAINE : +0,65%

## ► Commercialisation de bureaux : un trimestre morose, en particulier pour le neuf

Source : OBM, traitement OPELM

Au cours du deuxième trimestre 2012, 23 600 m<sup>2</sup> ont été commercialisés dans l'arrondissement de Lille alors que le niveau de commercialisation atteignait 31 600 m<sup>2</sup> à la même période en 2011.

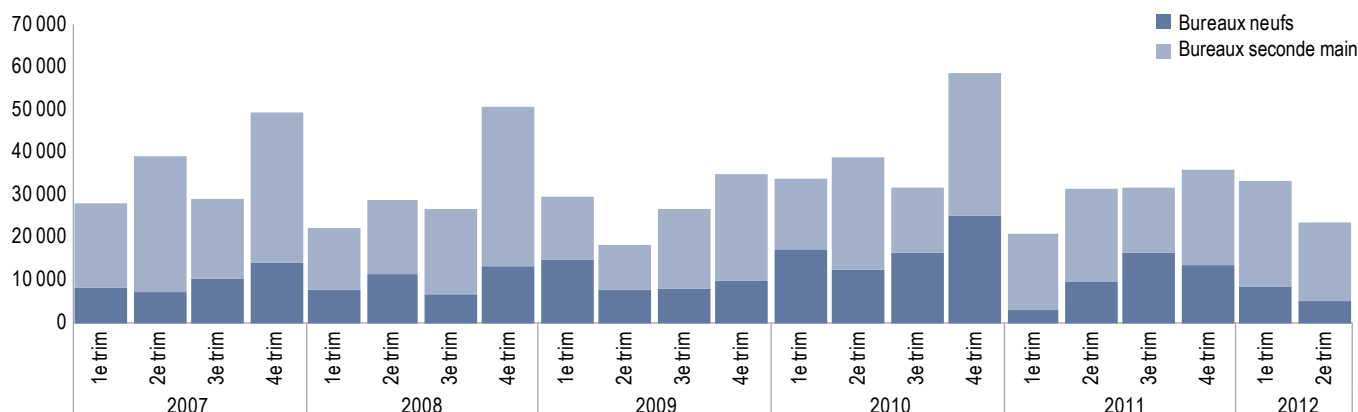
La commercialisation de bureaux neufs est particulièrement faible ce trimestre, 5 200 m<sup>2</sup> pour 18 400 m<sup>2</sup> en seconde main (9 800 m<sup>2</sup> neuf / 21 800 m<sup>2</sup> seconde main au deuxième trimestre 2011). L'offre neuve disponible 58 000 m<sup>2</sup> stagne ce trimestre. La commercialisation a concerné surtout Lille Centre (37%), les Grands Boulevards (34%), Euralille (10%) et Villeneuve d'Ascq (8%).

Pour en savoir plus

Commercialisation de bureaux au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2012

ARRONDISSEMENT DE LILLE : 23 600 m<sup>2</sup>

### ÉVOLUTION DE LA COMMERCIALISATION DE BUREAUX (EN M<sup>2</sup>)



## Entreprises

**Les établissements privés employeurs :** les établissements privés employeurs correspondent aux établissements du secteur privé industriel, artisanal et commercial employant au moins un salarié en vertu d'un contrat de travail écrit ou verbal, quelle que soit sa branche d'activité.

**Les créations d'entreprises :** le champ d'observation s'étend à l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole. Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

**Les défaillances d'entreprises :** sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de redressement ou liquidation judiciaire directe (ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir les liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire ; les cessations amiables d'activité. Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement, et non à la date de publication de l'information).

## Emploi

**Le nombre d'emplois et salaire moyen :** La donnée couvre l'ensemble des cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture). Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre

**Taux de chômage :** chaque trimestre, l'Insee estime le taux de chômage par région et département, ainsi que par zone d'emploi.

Numérateur et dénominateur du taux de chômage ne sont pas directement observés : ces grandeurs font donc l'objet d'estimations.

Au numérateur du taux de chômage figure l'estimation du nombre de chômeurs, en moyenne trimestrielle (données CVS) ; au dénominateur, la population active, en moyenne trimestrielle, estimée au lieu de résidence (actifs ayant un emploi et chômeurs).

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi :** Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon les regroupements suivants. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la catégorie B ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte, c'est à dire de 78 heures ou moins au cours du mois ; la catégorie C ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue, c'est à dire de plus de 78 heures au cours du mois ; la catégorie D ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi, et enfin la catégorie E ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés). La catégorie A, B, C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

*Source : Pôle emploi, Unistatis.*

*Précision : la donnée est annuelle.*

*La dernière année est comparée à l'année précédente.*

*Source : Apce - Insee - Je crée.com.*

*Précision : la donnée est mensuelle.*

*Compte tenu des variations saisonnières, le dernier trimestre connu est comparé au même trimestre de l'année précédente.*

*Source : Altares - CCI Nord de France.*

*Précision : la donnée est trimestrielle.*

*Compte tenu des variations saisonnières, le troisième trimestre est comparé au même trimestre de l'année précédente.*

*Source : URSSAF - Acof (données CVS).*

*Précision : la donnée est trimestrielle, corrigée des variations saisonnières. Le dernier trimestre connu est comparé au trimestre précédent.*

*Source : Insee.*

*Précision : la donnée est trimestrielle. Le dernier trimestre connu est comparé au trimestre précédent.*

*Source : Pôle emploi / DIRECCTE-SEPES.*

*Précision : la donnée est mensuelle, corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrés. Le dernier trimestre connu est comparé au trimestre précédent.*

## Attractivité

**Solde migratoire :** le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

**La commercialisation de bureaux :** Les données proviennent des commercialisateurs et portent sur les transactions de bureaux identifiés en construction neuve ou en seconde main effectuées au cours du trimestre précédent.

*Source : Insee.*

*Précision : recensement de la population.*

*Source : Observatoire des bureaux de Lille Métropole (OBM).*

*Précision : les données sont trimestrielles.*

*En termes d'évolution, le total des données trimestrielles est comparé avec celui de la même période de l'année précédente.*

OPE de Lille Métropole

Tableau de bord n°3 - Second trimestre 2012

**Pour ce numéro :**

*Directeur de publication :* Chantal Delahoutre (ADULM)

*Équipe de rédaction :* André Bartoszak (CCI Grand Lille), Thomas Crinquette (CCI Nord de France), Chantal Delahoutre (ADULM), Annabelle Grave (CCI Nord de France), Isabelle Leroi (URSSAF), Nicolas Sarosdi (CCI Nord de France), Aurélie Thorel (CBELM), Corinne Valiton (ADULM), Anne Vandewiele (ADULM)

*Mise en page :* Jean-François Breitenbach (ADULM), Céline Couderc (CBELM)